

Le gouvernement veut sanctionner les hospitaliers Les hospitaliers accusent le gouvernement

À compter du 15 septembre, le gouvernement veut interdire le droit de travailler aux hospitaliers non vaccinés en les accusant d'être responsables du développement de la pandémie. Mais qui est responsable de la situation désastreuse dans laquelle se trouvent nos hôpitaux ? Les hospitaliers qui se battent dans des conditions effroyables depuis près de deux ans contre la pandémie ou ce gouvernement qui accélère chaque jour le démantèlement de nos hôpitaux ?

Dans un hôpital parmi tant d'autres, au terme d'une tournée syndicale, les délégués établissent un compte rendu. Premier service visité : « *Fermeture de 8 lits par manque d'effectifs* ». Pour le deuxième : « *12 lits ouverts sur 21 en raison de l'été et du manque d'effectifs* ». Pour un autre service : « *8 lits fermés sur 26* ». Pour un autre encore : « *6 fermetures de lits prévues sur 24* ». Ou encore : « *Le départ d'un médecin non remplacé* » aboutit à la fermeture de 24 lits sans qu'on sache s'ils vont rouvrir... Au total, des dizaines de lits supprimés et de collègues non remplacés. On retrouve des situations semblables dans tous les hôpitaux. Des dizaines de services des urgences ont été fermés depuis le début de l'été faute de médecins et de personnels. Partout des malades sont renvoyés chez eux faute de places pour les prendre en charge à l'hôpital. Pour rendre l'accès à l'hôpital encore plus difficile pour la population la plus pauvre, le gouvernement oblige tous les patients se présentant aux urgences à payer un forfait de 18 euros à compter du 1^{er} septembre.

Refuser l'accès aux soins de larges couches de la population, c'est la barbarie !

Les hospitaliers accusent le gouvernement d'organiser scientifiquement le démantèlement des hôpitaux.

- Non seulement il ne recrute pas les dizaines de milliers de personnels dont les hôpitaux ont besoin, mais il pousse dehors des centaines, des milliers d'hospitaliers écoeurés par la dégradation catastrophique des conditions de travail et par l'accusation ignoble portée contre eux d'être responsables du développement de la pandémie.
- En amplifiant la pénurie de personnels et de médecins, il accélère et multiplie les fermetures de lits et de services. Il démantèle le service public hospitalier pour laisser la place libre au secteur privé lucratif aux mains de grands groupes financiers.
- Les hospitaliers accusent ce gouvernement d'avoir accordé depuis le début de la pandémie 560 milliards aux capitalistes et de n'avoir rien donné à nos hôpitaux.
- Le 15 septembre, il veut interdire aux non-vaccinés le droit de travailler. C'est une véritable provocation !

Face à cette mesure inique, la réponse qui s'impose, c'est la réalisation de l'unité de tous, vaccinés et non-vaccinés, l'unité à tous les niveaux des travailleurs hospitaliers de toutes catégories avec leurs organisations pour : aucune sanction ! Embauche massive de personnels ! Réouverture des milliers de lits fermés pour accueillir les malades.

Ce n'est pas le personnel qu'il faut chasser, c'est ce gouvernement !

Nom, prénom:.....

Adresse:.....Code postal:.....

Ville:.....E-mail:.....